

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 STRASBOURG

STRASBOURG, le 2 mai 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Partie nominative

COMPAGNIE DEVELOPPEMENT TEXTILE SA

23 rue de l'Estrey
88440 Nomexy

Affaire suivie par : PLANCY Sylvie
Téléphone : 03 88 13 06 22
Courriel : sylvie.plancy@developpement-durable.gouv.fr
Références : 24-163_0006202362 SP/AR

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 06/07/2023 de l'établissement COMPAGNIE DEVELOPPEMENT TEXTILE SA implanté à Nomexy (88440). Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- PLANCY Sylvie, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspecteur de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Laurie SQUIBAN, Cheffe de projet, ADEME,
- Vincent BERNIER, EPFGE

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement Sylvie Plancy	Le coordinateur de la mission reconquête des territoires dégradés : Ophélie JAMAIN	Le Chef du Pôle Risques Industriels Chroniques Santé Environnement : Mohamed KHEDJOUT Par délégation

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 06/07/2023 de l'établissement COMPAGNIE DÉVELOPPEMENT TEXTILE SA implanté à Nomexy (88440), les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à ne pas formuler de proposition de suite.

-

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 STRASBOURG

STRASBOURG, le 2 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMPAGNIE DEVELOPPEMENT TEXTILE SA

23 rue de l'Estrey
88440 Nomexy

Références : 0006202362 SP/AR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement COMPAGNIE DEVELOPPEMENT TEXTILE SA (CDT) implanté à Nomexy (88440). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPAGNIE DEVELOPPEMENT TEXTILE SA (CDT)
- 88440 Nomexy
- Code AIOT : 0006202362
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CDT a exploité trois unités situées sur le territoire de la commune de Nomexy - 88440

- une unité de teinture sise, 49 rue d'Alsace,
- une unité de tissage sise 29 rue d'Estrey
- une zone dite boubier sise rue division Leclerc.

L'inspection n'a pas connaissance de la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site. Par ailleurs l'inspection n'a pu faire que des constats visuels limités de la zone Boubier depuis l'extérieur du site.

Par jugement en date du 04 mars 2003, le Tribunal de Commerce de ROUBAIX-TOURCOING a prononcé la liquidation judiciaire de la société Compagnie Développement Textile et nommé Maître MARTIN - 58, avenue Guyemer - 59700 MARCQ-EN-BAROEUL, aux fonctions de liquidateur judiciaire.

Suite au non-respect de la mise en demeure du 29 avril 2004 modifié de remettre en état les unités de teinture et de tissage, l'arrêté du 10 octobre 2006 a ordonné la consignation d'une somme de 300 000 euros en vue de cette remise en état.

Devant l'absence d'action du liquidateur judiciaire et en raison de la dégradation de l'état environnemental du site, l'arrêté du 28 décembre 2015 est venu prescrire à l'ADEME la réalisation de travaux d'office.

L'ADEME a validé le 7 février 2023 le compte rendu d'intervention terminée (CRIT) rendant compte de la réalisation des travaux d'office prescrits.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en sécurité ADEME	Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 1	/	Sans objet
2	Mise en sécurité	Code de	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1-II		
3	Mise en sécurité	Arrêté Préfectoral 890/2004 du 29/04/2004, article 1	/	Sans objet
4	Gestion des déchets et produits	Arrêté Préfectoral 890/2004 du 29/04/2004, article 2	/	Sans objet
5	Mémoire de cessation	Arrêté Préfectoral 890/2004 du 29/04/2004, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est mis en sécurité. En l'absence d'impact avéré hors site et compte tenu du faible niveau de menace sur l'environnement et/ou les personnes au regard des risques générés, l'ADEME ne propose pas de suite à son intervention.

Les prescriptions de l'arrêté du 28/12/2015 prescrivant à l' ADEME des travaux d'office pour la mise en sécurité du site CDT de Nomexy sont respectées.

Malgré les actions menées, des pollutions significatives demeurent sur le site.

Le liquidateur judiciaire, représentant du dernier exploitant, a complété le mémoire de réhabilitation requis par l'arrêté N°890/2004 du 29/04/2004 modifié, ayant motivé l'arrêté préfectoral de consignation n°3405/2006 du 10/10/2006. L'examen de ce document permettra de conclure sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité ADEME

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 1
Thème(s) : Mise en sécurité ADEME
Prescription contrôlée : Il sera procédé, aux frais des personnes physiques ou morales responsables de l'ancienne société Compagnie Développement Textile, à l'exécution d'office des évaluations ou travaux suivants : <ul style="list-style-type: none"> • la sécurisation des accès du site en fermant de manière efficace l'ensemble des accès aux bâtiments des deux sites ; • l'enlèvement et l'évacuation de l'ensemble des déchets dangereux et des déchets industriels banaux encore présents sur les deux sites ; • la mise en sécurité des différentes fosses présentes dans l'ancienne usine de tissage ; • la vidange, le dégazage et l'inertage des deux cuves aériennes de l'usine de teinture de fils ; • la réalisation sur deux années, de la surveillance des eaux souterraines au droit des deux sites.
Constats : Ce rapport est établi sur la base du compte rendu d'intervention terminée qui rend compte des opérations réalisées pour le compte de l'ADEME pour la mise en sécurité des usines de la société CDT(3 sites) à Nomexy. Il s'appuie également sur les constats de la visite d'inspection.
Limitation des accès aux sites

Le CRIT fait état de la sécurisation du site (fermeture ou sécurisation de trappes, de puits, pose de grillage autour des fosses) et de la fermeture des accès de l'usine de tissage y compris bournier et de l'usine de teinture.

Gestion et élimination des cuves

Préalablement aux travaux prescrits, des opérations de débroussaillage et de désamiantage visant à sécuriser les usines de tissage et de teinture ont été réalisées.

Au niveau de l'usine de teinture, sur les 3 cuves présentes, 2 comportaient des résidus. Elles ont fait l'objet d'un curage. L'ensemble des 3 cuves a été évacué du site.

Élimination des déchets

Les déchets présents sur sites ont fait l'objet de tris et de transferts vers les filières de traitement agréées :

- résidus de curages,
- déchets industriels banals présents dans les fosses et caniveaux,
- déchets liquides ou boueux qui ont été pompés,
- extincteurs,
- pigments en poudre,
- déchets d'équipements électriques et électroniques,
- bouteilles de gaz.

Au total, 119,82 tonnes de déchets et 75 bouteilles de gaz ont été évacuées.

Mise en sécurité des fosses

Le CRIT rend compte du curage des deux fosses de l'usine de tissage. Un curage a également été réalisé au niveau des caniveaux de l'usine de teinture.

La seconde fosse de l'usine de teinture a été comblée par des gravats issus de la création d'ouvertures.

Surveillance des eaux souterraines

4 campagnes de suivi de la qualité des eaux souterraines ont été réalisées d'octobre 2016 à mars 2018 :

- sur 3 piézomètres pour l'usine de teinture,
- sur 4 piézomètres (ponctuellement 5) pour l'usine de tissage.

Les paramètres suivants ont été analysés :

- Hydrocarbures C5-C40,
- BTEX,
- 14 composés organiques halogénés volatils (COHV),
- 8 métaux (As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg),
- 7 polychlorobiphényles (PCB),
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP),
- Chlorobenzènes.

L'analyse globale des résultats montre l'absence d'impact significatif des usines CDT sur les eaux souterraines. Les dépassements constatés en arsenic sur un piézomètre en 2015 en arsenic n'ont pas été observés lors des campagnes de 2016 à 2018. Les résultats respectent les seuils limites de la qualité des eaux, destinés à la consommation humaine.

Suite donnée par l'ADEME

A l'issue de l'intervention réalisée, l'ADEME considère que les potentiels de dangers sur les personnes, activités humaine et milieux en cas d'incendie, d'explosion ou de pollution au droit du site peuvent être qualifiés de faibles.

La probabilité d'impact sur les personnes et les milieux peut être qualifiée d'intermédiaire au regard de la faible distance séparant les maisons voisines des sites.

L'ADEME ne propose aucune suite à son intervention de mise en sécurité des sites CDT.

CONCLUSIONS

Les prescriptions de l'arrêté du 28/12/2015 prescrivant à l'ADEME des travaux d'office pour la mise en sécurité du site CDT de Nomexy sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans Objet

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1-II
Thème(s) : Mise en sécurité
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : La visite a permis de constater que la limitation d'accès aux sites « usine de teinture » et « usine de filature » de l'ancienne société CDT est effective. Il n'a pas été constaté de présence de déchets au cours de la visite des sites ni d'élément présentant des risques d'incendie ou d'explosion. Les investigations réalisées sur les sols (rapport ICF Environnement de 2015) montrent principalement, au niveau du secteur teinturerie, une forte pollution en PCB (4700 mg/kg) et aux hydrocarbures totaux (65000 mg/kg avec seuil ISDI à 500mg/kg) au niveau du transformateur Sud. Une pollution aux PBC (1400 µg/kg) ainsi que forte pollution aux hydrocarbures totaux (71 000 mg/kg) est retrouvée au niveau du transformateur Nord de ce secteur. Des hydrocarbures (890 mg/kg) sont également retrouvés dans le bâtiment mécanique. En dehors des transformateurs quelques anomalies en PBC, HCT et chlorobenzènes sont retrouvées. Pour le secteur Bourbier, une faible contamination superficielle est retrouvée en métaux (mercure et plomb respectivement 35mg/kg contre 0,11mg/kg pour le fond géochimique et 95mg/kg contre 50,8 mg/kg pour le fond géochimique), hydrocarbures totaux (190mg/kg). Les investigations réalisées en 2005 sur le site filature a mis en évidence des anomalies en hydrocarbures totaux (1200 mg/kg), HAP (67,7 mg/kg) et métaux notamment plomb (84mg/kg). Par ailleurs, cette pollution concentrée des sols aux PCB et hydrocarbures n'est pas retrouvée dans les eaux souterraines. Le CRIT indique que les résultats du suivi des eaux souterraines ne montrent pas d'impact avéré des trois sites sur les eaux souterraines. Concernant la zone Bourbier, elle est inaccessible en raison de la limitation d'accès. Cette zone est recouverte d'une végétation très dense. La mise en sécurité de la zone est effective suite aux constats précédemment effectués par l'inspection (rapports du 05/01/2015 et 01/04/2019) et à ceux de la présente visite. L'ensemble du site est donc mis en sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure 890/2004 du 29/04/2004, article 1
Thème(s) : Respect de l'article L.511-1 du code de l'environnement
Prescription contrôlée : Maître Martin, agissant en sa qualité de liquidateur judiciaire de la Compagnie Développement S.A, est mis en demeure de remettre les anciens sites TISSUS BOUSSAC TISSES TEINTS situés 29, rue d'Estrey et 49, rue d'Alsace de la commune de NOMEXY dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du titre 1 ^{er} du livre V du Code de l'Environnement, (...)
Constats :

Suite aux constats de la présente visite, les prescriptions de l'article 1 sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des déchets et produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral 890/2004 du 29/04/2004, article 2
Thème(s) : Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cadre des prescriptions prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté, Maître Martin agissant en sa qualité de liquidateur judiciaire de la COMPAGNIE DEVELOPPEMENT TEXTILE S.A doit notamment prendre les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • éliminer l'ensemble des produits susceptibles de créer une pollution dans le respect de la réglementation relative à la protection de l'environnement, • arrêter les bassins de décantation du site situé rue d'Alsace dans des conditions respectueuses de l'environnement, • les bassins doivent être vidés et les effluents devront être évacués vers une filière autorisée, • après vidange des bassins, ceux-ci devront être curés et nettoyés ; les boues devront être évacuées vers une filière autorisée.
<p>Constats :</p> <p>Suites aux constats de cette visite et à ceux précédemment effectués par l'inspection (rapports du 05/01/2015 et du 01/04/2019), l'ensemble des prescriptions de l'article 2 est respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mémoire de cessation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral 890/2004 du 29/04/2004, article 3
Thème(s) : Mémoire de cessation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Maître MARTIN en sa qualité de liquidateur judiciaire de la COMPAGNIE DÉVELOPPEMENT TEXTILE S.A est mis en demeure, sous un délai ne dépassant pas un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de présenter à Monsieur le Préfet des Vosges une notification d'arrêt des activités de ladite société sur la commune de NOMEXY. Celle-ci devra être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511- du Code de l'Environnement, et comportera notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évacuation ou élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site , avec les justificatifs d'évacuation ou d'élimination ; 2. la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement pollués ; 3. l'insertion sur le site de l'installation dans son environnement ; 4. en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.
<p>Constats :</p> <p>Un plan de gestion a été transmis au service de l'inspection en janvier 2024. L'examen de ce document, venant compléter le mémoire de réhabilitation requis, permettra de vérifier le respect de cette prescription. Le cas échéant des travaux de remise en état pourront être proposés par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>CONCLUSION</p> <p>Sur la base des éléments cités aux points N° 3 et 4 du présent rapport, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sont respectées. Un examen complémentaire est cependant nécessaire afin de vérifier que le mémoire de réhabilitation est complet.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet